

Déclaration liminaire du Comité Départemental de l'Action Sociale (CDAS) du 14 mars 2017

Madame la Présidente du CDAS,

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 94 dénonce encore pour la 3^{ème} année consécutive une baisse drastique du budget alloué à l'action sociale et ses conséquences sur les agents du VAL-DE-MARNE dans un contexte général de dégradation des conditions de vie au travail et de rémunération. Le budget cette année ne laisse aucune marge de manœuvre pour des prestations nouvelles ou modifiées.

Les crédits pour la restauration sont en baisse, alors que le coût des repas ne cesse d'augmenter. La DGFIP ne voulant plus participer au salaire des personnels de restauration, décide sans dialogue social la fermeture pure et simple des petites structures. Par ailleurs, il y a lieu de revaloriser de façon conséquente la subvention interministérielle, dont le montant de 1,22 € est ridiculement bas. Il faut également que le plafond de cette subvention ne s'arrête pas à la catégorie B1 (indice 474) mais qu'il soit porté au dernier échelon du grade de contrôleur principal.

S'agissant de l'aide à la parentalité, même si elle est reconduite, le nombre de berceaux proposés est très insuffisant au regard des besoins.

Quant à l'ALPAF, elle rencontre des difficultés pour loger tous les agents de catégorie C arrivant en ILE-DE-FRANCE.

De plus, la baisse de la subvention à l'EPAF va contraindre l'association à augmenter ses tarifs de colonies de vacances et à réduire son catalogue vacances familles, faute de moyens.

Nous déplorons à nouveau qu'un médecin de prévention ne soit toujours pas nommé à la DDFIP du VAL-DE-MARNE alors même que de nombreuses pathologies liées au stress se sont multipliées.

La diminution constante des effectifs, les restructurations de toute nature, les suppressions de services fragilisent les agents dont les conditions de vie au travail se dégradent. Alors pour les agents, l'action sociale revêt toute son importance et devient une vraie nécessité.

Pour l'ensemble de ces motifs, SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 94 revendique une hausse des crédits à la hauteur des besoins des agents.

Enfin, nous tenons à remercier l'équipe de la délégation pour son implication et sa réactivité au service des agents du VAL-DE-MARNE.